



NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/No 0/23
22 janvier 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE
LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES
Quatorzième session
Point 9 de l'ordre du jour

TRAVAUX FUTURS DE LA SOUS-COMMISSION

Exposé présenté par le Comité de coordination d'organisations juives, le Comité consultatif mondial de la Société des Amis, la Commission internationale de juristes, le Congrès juif mondial, le Conseil consultatif d'organisations juives, le Conseil international des femmes, la Ligue internationale des droits de l'homme, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, les Nouvelles équipes internationales-Union des Démocrates Chrétiens, l'Union internationale de l'humanisme et de l'éthique et l'Union mondiale pour un judaïsme libéral, organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, de la catégorie B et du
Registre

Le Secrétaire général a reçu l'exposé ci-après, qu'il communique conformément aux dispositions des paragraphes 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil économique et social.

Daté du 22 janvier 1962

Reçu le 22 janvier 1962

1. Au moment où la Sous-Commission s'apprête à achever la dernière de ses cinq grandes études sur les mesures discriminatoires, la question de son avenir prend de l'importance. Nous pensons qu'en entreprenant et en menant à bien ces études sur les mesures discriminatoires, la Sous-Commission a fait beaucoup pour réaliser l'idéal énoncé à l'article 2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, selon lequel l'humanité tout entière a le droit d'être protégée contre les mesures discriminatoires fondées sur des distinctions "de race, de couleur, de sexe, de

langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation". La Sous-Commission devrait continuer à travailler à la réalisation de cet idéal.

2. Dans la partie IV d'une note (E/CN.4/Sub.2/195) sur les travaux futurs de la Sous-Commission, que le Secrétaire général avait présentée à celle-ci lors de sa onzième session (janvier 1959), il appelait l'attention de la Sous-Commission sur certains droits proclamés par la Déclaration universelle qui n'avaient pas encore été étudiés du point de vue de la discrimination et dont la Sous-Commission pourrait envisager de faire le sujet de ses futures études. Il rappelait à la Sous-Commission que certains de ses membres avaient "suggéré que l'on pourrait utilement étudier, du point de vue de la lutte contre les mesures discriminatoires, 'les droits relevant des domaines juridique, social, économique, culturel, scientifique et sanitaire'". Il rappelait également que, selon certains de ses membres, "la Sous-Commission devrait examiner les mesures à prendre pour donner suite, à l'avenir, aux études déjà effectuées sur les mesures discriminatoires".

3. Il est certain que les problèmes qui ont fait l'objet des grandes études de la Sous-Commission ne sont pas susceptibles d'une solution immédiate et permanente. Faire entre groupes ou au sein d'un groupe des distinctions de nature à inciter à la haine pour les raisons mentionnées à l'article 2 de la Déclaration est une tentation et un danger omniprésent dans la société des hommes et seule une vigilance de tous les instants peut obvier à ce danger ou améliorer la situation. Il n'est guère douteux que de nombreuses manifestations actuelles de discrimination seront supprimées ou réduites, mais qu'il y faudra du temps, et aussi que de nouvelles manifestations de ce genre se produiront ou que des manifestations existant actuellement s'aggraveront.

4. Aussi avons-nous l'honneur de prier instamment la Commission de bien vouloir accepter comme élément essentiel de son programme à venir la tâche qui consiste à revoir et à compléter périodiquement les études qu'elle a déjà achevées à la lumière de l'évolution ultérieure de la situation. Nous suggérons que, pour s'acquitter plus facilement de cette tâche, elle continue à désigner des rapporteurs spéciaux qui se fonderaient sur les sources déjà utilisées pour la rédaction des

/...

études initiales, à savoir "les gouvernements, le Secrétaire général, les institutions spécialisées, les organisations non gouvernementales et les ouvrages d'érudits et de savants réputés". Nous voudrions rappeler à la Sous-Commission que la Commission de la condition de la femme a déjà l'habitude de suivre périodiquement l'évolution de la situation dans la mesure où elle intéresse des études antérieures et que ce précédent pourrait se révéler particulièrement utile.

5. Notre suggestion tendant à revoir périodiquement la situation est particulièrement pertinente en ce qui concerne la liberté de religion et des pratiques religieuses, les droits politiques et le droit qu'a toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays. Contrairement aux domaines de l'enseignement et de l'emploi, dans lesquels l'UNESCO et l'OIT se chargent de certaines responsabilités en ce qui concerne l'examen périodique des faits nouveaux et la suite à leur donner, il n'existe aucune institution spécialisée qui ait une responsabilité ou une compétence particulière dans les domaines susmentionnés. Il n'en demeure pas moins que la Sous-Commission peut encore faire beaucoup dans les domaines de l'enseignement et de l'emploi.

6. Nous pensons également qu'un examen périodique de la situation pourrait se justifier en ce qui concerne d'autres problèmes dont la Sous-Commission s'est occupée spécialement, mais sans leur consacrer d'étude détaillée, comme les "manifestations d'antisémitisme et d'autres formes de préjugés raciaux et d'intolérance religieuse de même nature".

7. Nous notons que, dans la résolution qu'elle a adoptée à sa dix-septième session (printemps 1961) au sujet des rapports périodiques sur les droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme a prié le Secrétaire général de communiquer les résumés des rapports périodiques sur les droits de l'homme pour les années 1957, 1958 et 1959 "... à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, afin qu'elle les utilise en particulier pour ses études sur les mesures discriminatoires". Nous pensons que les rapports périodiques, complétés par des renseignements émanant de sources non gouvernementales, peuvent constituer une source d'informations précieuse à laquelle les rapporteurs pourraient puiser pour procéder aux examens périodiques que nous suggérons.

/...

8. Enfin, la Sous-Commission pourrait entreprendre des études sur les procédés à employer pour combattre les préjugés et la discrimination dans les domaines de l'enseignement et de l'information, du droit et de l'action civique et communautaire. La question des procédés à employer dans ces domaines a été examinée à deux reprises par la Conférence des organisations non gouvernementales qui s'emploient à éliminer les préjugés et la discrimination, réunie sous les auspices de l'ONU. Le rapport de la deuxième de ces conférences (1959), que la Sous-Commission a examiné à sa session de l'an dernier, peut fournir des suggestions utiles pour de telles études.

9. Dans le présent exposé, nous nous sommes attachés surtout à la question de l'examen périodique parce que nous croyons savoir que certaines organisations non gouvernementales présenteront des suggestions précises concernant de nouvelles études. Les suggestions que nous avons nous-mêmes présentées ici n'ont du reste nullement la prétention d'être exhaustives.
